



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

**Quarante-troisième session ordinaire
du Conseil exécutif de l'Union africaine**

**Allocution de M. António Pedro
Secrétaire exécutif par intérim
de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)**

Jeudi 13 juillet 2023

Nairobi (Kenya)



A. 23-00960

Excellence, M. Alfred Mutua, Ministre des affaires étrangères et de la diaspora de la République du Kenya,

Excellence, M. Dhoahir Dhoulkamal, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'Union des Comores,

Excellence, M^{me} Monique Nsanzabaganwa, Vice-Présidente de la Commission de l'Union africaine,

Excellence, M. Ahmed bin Abdulaziz Kattan, ancien Ministre d'État, Conseiller à la Cour du Royaume d'Arabie saoudite,

Excellences, distingués délégués, collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour un moi un honneur de me joindre à vous aujourd'hui, à l'occasion de la quarante-troisième session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine.

Il s'agit d'un événement important dans notre calendrier, car il nous offre à tous l'occasion de réfléchir, de réinitialiser, de recalibrer et de nous réengager à l'égard des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

Cela fait suite à un certain nombre d'événements importants, où l'Afrique s'est exprimée d'une voix forte et unifiée, à savoir la Conférence sur l'économie bleue et l'action climatique en Afrique : les États insulaires et côtiers à l'avant-garde, qui s'est tenue à Moroni, aux Comores, le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, qui s'est tenu à Paris, ainsi que le Caucus 2023 des gouverneurs des banques centrales des États africains membres de la Banque mondiale et du FMI, qui s'est tenu à Sal, à Cabo Verde.

Face aux revers et aux défis engendrés par les multiples crises mondiales, les Africains se sont unis pour trouver des solutions et innover, animés par la détermination de sauver des

vies et des moyens de subsistance.

Nous devons tirer parti de ce même esprit de solidarité, de ce sens de l'urgence et de la résilience pour saisir les opportunités qui s'offrent à nous afin de tenir les promesses de ce programme crucial.

L'Afrique a déjà commencé à montrer la voie vers un sens renouvelé de l'objectif commun, comme en témoignent les résultats du Sommet de l'Union africaine sur l'industrialisation et la diversification économique, qui s'est tenu en novembre 2022 à Niamey, au Niger, et qui a défini une voie claire pour accélérer la transformation structurelle de l'Afrique, avec la possibilité de contribuer à l'augmentation de la part des biens commercialisables dans les exportations totales, des emplois plus productifs et décents, de la valeur ajoutée, des volumes plus importants d'échanges intra-africains, une plus grande complémentarité des produits entre les économies africaines, et l'émergence de chaînes de valeur régionales fortes et bien interconnectées, rendant possible la délocalisation de proximité ou « nearshoring », voire la délocalisation de proximité en Afrique ou « Afri-shoring », et brisant la dépendance de l'Afrique envers l'exportation de matières premières.

La ZLECAf servira de catalyseur pour tous ces changements progressifs.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le continent africain dispose de ressources considérables pour propulser une industrialisation verte et durable et faire fonctionner la ZLECAf en Afrique.

Tout d'abord, par exemple, si nous exploitons tout le potentiel du fleuve Congo et construisons les barrages Inga III et IV, nous produirons 7 000 MW, ce qui bénéficierait à une quinzaine de pays africains.

Ces investissements doivent donc être prioritaires et les banques multilatérales de développement africaines devraient prendre l'initiative de mobiliser les investissements

nécessaires pour que cela devienne une réalité.

L'argent de nos fonds de pension et de notre diaspora pourrait compléter cet effort et des fonds communs de créances devraient être créés en conséquence.

S'il est réalisé, ce projet pourrait changer la donne en matière de développement d'infrastructures, étant la plus grande source unique d'énergie renouvelable inexploitée au niveau mondial, avec une capacité environ deux fois supérieure à celle du barrage des Trois-Gorges en Chine.

Deuxièmement, grâce à ses minéraux pour batteries, le continent a l'opportunité de devenir un leader mondial dans l'électrification des systèmes de transport et le déploiement des énergies solaire et éolienne, des transitions cruciales pour atteindre les objectifs zéro dans le monde. L'une des principales priorités de notre région, illustrée par la Vision africaine des mines, est de veiller à ce que nos ressources minérales contribuent à une croissance endogène.

Alors que le monde passe du charbon et du pétrole aux éoliennes et aux panneaux solaires, et qu'il remplace les voitures à combustion interne par des véhicules électriques, la demande de minéraux tels que le cobalt, le manganèse et les minéraux du groupe du platine sera multipliée par quatre ou cinq. L'Afrique est un fournisseur majeur de ces minéraux, puisqu'elle représente plus de la moitié de l'offre mondiale, et elle a tout à gagner de cette demande.

Le développement en ce sens de la zone économique spéciale transfrontalière RDC-Zambie pour le développement d'une chaîne de valeur des batteries et des véhicules électriques pourrait changer la donne, en potentialisant la participation de l'Afrique à un marché mondial dont la valeur pourrait atteindre 7 700 milliards de dollars des États-Unis d'ici à 2025 et 46 000 milliards de dollars d'ici à 2050.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La valeur globale du marché des énergies renouvelables a été estimée à 881,7 milliards de dollars en 2020 et devrait atteindre près de 2 000 milliards de dollars d'ici à 2030.

Avec l'augmentation de la demande d'énergies propres, il est temps pour le marché africain des énergies renouvelables de s'imposer en tant qu'acteur mondial et d'attirer davantage d'investissements internationaux.

Une part de 10 % de ces investissements peut facilement ajouter 200 milliards de dollars à l'économie africaine.

La mise en place d'infrastructures, le renforcement des capacités de production et l'expansion des exportations et du commerce intra-africain par l'intermédiaire de la ZLECAf doivent s'accompagner d'une industrialisation efficace et de politiques commerciales visant à stimuler les investissements du secteur privé.

Ces investissements seront essentiels pour briser le cercle vicieux découlant de la dépendance historique de l'Afrique à l'égard de l'exportation de ses ressources naturelles.

Troisièmement, l'énorme potentiel de l'Afrique en matière d'énergies solaire et éolienne doit être exploité. Le continent produit environ 60 % de l'énergie solaire mondiale, notamment dans des pays comme le Niger et le Tchad. Si elle est pleinement exploitée, l'énergie solaire pourrait permettre à ces pays de devenir des acteurs majeurs du secteur de l'élevage, en particulier dans les chaînes de valeur de la viande et du cuir, dans toute la région du Sahel, générant des emplois et des revenus.

Enfin, le marché africain des crédits carbone peut offrir une opportunité incroyable de générer plus de 50 milliards de dollars de revenus par an pour répondre aux besoins de financement du continent en matière de climat. Les bénéfices concomitants à récolter sont, entre autres, la création de nouvelles opportunités d'emploi, l'amélioration de la biodiversité et

des écosystèmes côtiers, et la contribution à la durabilité environnementale, sociale et économique tout en garantissant l'accès à l'énergie propre et à l'eau.

Ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses possibilités qui s'offrent au continent pour faire avancer le Programme 2030 et l'Agenda 2063 en Afrique.

La Commission économique pour l'Afrique et l'ensemble du système des Nations Unies sont prêts à apporter leur soutien à ce programme stratégique, sous la direction de la Commission de l'Union africaine et en étroite collaboration avec les commissions économiques régionales et d'autres parties prenantes, grâce à un système de changement intégré, cohérent et transformationnel, dont la plateforme de collaboration régionale entre l'Union africaine et l'ONU revigorée est l'un des principaux vecteurs.

Je vous remercie de votre attention.